



**HAL**  
open science

## Les Verts aux présidentielles et législatives 2002 : échec et résistance

Jean-Paul Bozonnet

► **To cite this version:**

Jean-Paul Bozonnet. Les Verts aux présidentielles et législatives 2002 : échec et résistance. Revue Politique et Parlementaire, 2002, 1020-1021, pp.339-354. halshs-00162982

**HAL Id: halshs-00162982**

**<https://shs.hal.science/halshs-00162982>**

Submitted on 16 Jul 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les Verts aux présidentielles et législatives 2002 :

## Échec et résistance

Jean-Paul Bozonnet  
CIDSP-IEP Grenoble

Contact : [Jean-Paul.Bozonnet@iep.upmf-grenoble.fr](mailto:Jean-Paul.Bozonnet@iep.upmf-grenoble.fr)

Résumé in *Revue Politique et Parlementaire*,  
n°1020-1021, sept-déc 2002, pp150-161.

Présidentielles de 1974 : différentes composantes de la mouvance écologiste, se rangent sous la figure prophétique de René Dumont pour se jeter dans le tourbillon d'une campagne électorale ; le candidat est secondé par Brice Lalonde, président de la jeune association des *Amis de la Terre*. La campagne est colorée, bon enfant et brouillonne ; elle a pour quartier général un bateau-mouche sur la Seine et pour programme une société délibérément utopique, délivrée de la surpopulation, de la société de consommation gaspilleuse et de l'exploitation du Tiers-Monde. Le candidat rassemble 1,3% des suffrages, avec 336 016 voix.

L'objectif n'est évidemment pas d'élire un président écologiste, ni même d'obtenir le maximum de voix, mais surtout de se servir de la présidentielle comme d'une tribune pour faire connaître l'urgence des problèmes écologiques. Le but est atteint par une bonne couverture dans la presse écrite et télévisuelle. D'ailleurs, sitôt les résultats connus, la coordination de campagne créée pour l'occasion se dissout, et les écolos oublient la politique politicienne pour vaquer à leur militance associative ordinaire.

Ainsi commence l'aventure de l'écologie politique en France. Pour comprendre la stratégie des Verts, les principaux enjeux et les résultats aux dernières élections présidentielles et législatives de 2002, il faut faire un détour par cette histoire.

## I. Rappel historique

### 1. Le dilemme de l'entrée en politique

En 1974 une bonne partie des militants des réseaux écologistes n'étaient pas d'accord sur l'engagement dans l'arène politique. Quelques-uns pour des raisons conjoncturelles : issus du PSU, de la CFDT ou proches de la "troisième gauche" en général, ils refusent de promouvoir un candidat contre François Mitterrand. Mais la plupart opposent des raisons idéologiques plus fondamentales pour justifier leur réticence face à la machine électorale.

En effet, le projet de l'écologie politique fédère provisoirement des associations, des journaux, des courants intellectuels et militants assez composites : naturalistes, antinucléaires, féministes, pacifistes, régionalistes,... Toutefois ce kaléidoscope reflète une idéologie politique commune plus fondamentale qui se fonde sur la protection de la nature et la défense de l'environnement, mais contient aussi de façon inhérente une dimension sociale et politique

résumée dans l'idée "d'échelle humaine", de "small is beautiful"<sup>1</sup> ; l'écologie politique propose donc une société alternative, radicalement nouvelle, anti-industrielle certes, mais aussi bâtie sur des rapports sociaux proches de l'autogestion et de la démocratie directe. C'est pourquoi à cette époque, la plupart des écologistes pensent qu'ils ne peuvent accepter le système politique en place : ils en récusent les règles de représentativité en se réclamant de la seule légitimité de la petite communauté, voire de l'individu, en défendant l'action locale et une décentralisation poussée à ses extrêmes limites. Ils refusent également de se situer dans l'éventail des oppositions idéologiques existantes qui toutes faisaient fond sur l'industrialisme. Leur but est de construire un mouvement social autonome, qui ferait de la "politique autrement", évitant les dérives propres aux grandes organisations, et serait positionné "ailleurs" que sur l'axe gauche-droite.

On comprend alors que les plus "fondamentalistes" parmi les militants écologistes refusent absolument d'entrer dans quelque campagne électorale que ce soit, opposés à tout compromis. Les "réalistes" qui invoquent la nécessité de mettre en œuvre concrètement les principes de l'écologie politique, ne s'engagent qu'avec beaucoup de précautions : ils privilégient les élections locales et refusent toute structure nationale pérenne qui institutionnaliserait les rapports de pouvoir comme dans les autres partis, au profit d'une coordination dissoute aussitôt les élections terminées. Enfin ils refusent toute alliance avec les partis de gouvernement et ne donnent pas de consigne de vote au second tour. Au niveau national, le but n'est pas de s'emparer d'un pouvoir centralisé, mais seulement de s'engager de façon intermittente lors des élections successives et aux seules fins de mobilisation de la "société civile". L'écologisme reste alors un mouvement d'idées et un rassemblement associatif plus qu'une structure politique<sup>2</sup>, dans laquelle il ne se traduit qu'occasionnellement.

Cette recherche permanente de l'équilibre entre réalisme de l'engagement et fondamentalisme du refus est essentielle pour comprendre la culture politique des écologistes<sup>3</sup>. Elle permet aussi de rendre compte des principaux conflits chez les Verts depuis l'époque héroïque des commencements.

Après ce coup d'essai, différentes formations écologistes, – pas toujours les mêmes, – prendront l'habitude de se regrouper dans des coordinations éphémères, parfois avec d'autres formations de gauche, et de présenter des candidats lors de chaque élection. Les résultats sont contrastés.

Aux municipales de 1977, les écologistes réalisent d'excellents scores dans certaines grandes villes telles que Chambéry, Mulhouse, Grenoble, Strasbourg, Lyon et même à Paris où ils obtiennent entre 8% et 10%, ce qui permet à une trentaine de candidats d'investir les mairies : pour la première fois, une vague de militants écologistes prennent place dans les institutions politiques locales.

Aux élections européennes de 1979, la liste *Europe Écologie* est conduite par une militante alsacienne inconnue au niveau national, Solange Fernex ; avec 4,5% des voix, elle ne parvient pas au seuil des 5% nécessaire pour le remboursement des frais de campagne.

Avec l'alternance de 1981, les écologistes obtiennent des résultats médiocres aux législatives. Le contexte de dramatisation entre gauche et droite ne favorise pas une formation qui refuse de choisir ; en outre, dans l'euphorie du moment, l'offre politique de la gauche semblait répondre à la fois à la demande environnementale et au changement de société rêvé par les écologistes. En somme les enjeux gauche-droite paraissaient sinon éclipser, du moins recouper largement les problèmes environnementaux, et d'ailleurs les premières mesures du

---

<sup>1</sup> - Ernst Schumacher, *Small is beautiful*, Paris, Seuil, 1978, 316 p.

<sup>2</sup> - Cf. Pierre Bréchon, *La France aux urnes*, Paris, La Documentation française, p. 185.

<sup>3</sup> - On retrouve cette opposition de façon caricaturale chez les Grünen allemands entre "fundis" et "realos".

gouvernement Mauroy, telles que l'abandon du terrain militaire du Larzac et de la centrale nucléaire de Plogoff allaient dans ce sens. Si bien que même les acteurs sur le terrain se démobilisent et que le mouvement régresse brutalement en France dans les années qui suivent<sup>4</sup>.

## 2. La fondation d'un parti et la percée électorale

Assez rapidement, l'enthousiasme suscité par l'arrivée de la gauche au pouvoir laisse place à la déception en écologie comme ailleurs. La nécessité d'une structure politique propre aux écologistes et autonome par rapport aux partis de gauche se fait plus pressante. En janvier 1984, deux courants importants de l'écologie s'unissent pour créer *Les Verts* : le "Parti écologiste", soucieux d'une organisation politique efficace, et la "Confédération écologiste", qui cherche à préserver à tout prix l'autonomie des composantes régionales et donc réticente à toute forme de centralisation. La création du parti constitue une nouvelle étape de l'institutionnalisation et ravive au moment de franchir le pas, l'opposition entre "fondamentalistes" et "réalistes".

La contradiction sera résolue au cours de tractations laborieuses par l'acceptation d'une organisation partisane permanente, mais sous conditions : adopter des statuts conformes aux "fondamentaux" de l'écologisme. D'abord pour garantir la stricte égalité et la liberté individuelle de chaque adhérent envers tous les autres, on édicte des règles qui interdisent la formation de tout leadership : direction collective, limitation stricte des mandats externes et internes au parti, multiplicité des porte-paroles, rotation en cours de mandat, parité hommes-femmes. Ensuite pour éviter toute possibilité de confiscation de la parole à la base par les effets pervers de l'organisation, on prévoit des mécanismes précis et compliqués de représentation des groupes locaux, départementaux, et surtout régionaux dont les délégués élisent un Conseil national interrégional (le CNIR), qui lui-même choisira les 11 membres du collège exécutif. Ces instances sont censées laisser une large place aux débats politiques réguliers et à la prise de décision par les militants eux-mêmes, grâce notamment aux principes de l'assemblée générale annuelle, de la proportionnalité intégrale et du référendum interne. L'application de ces règles est placée sous la vigilance d'un conseil statutaire de 6 personnes. On comprend mieux dès lors la revendication constante des Verts pour la proportionnelle et leur réticence vis-à-vis des élections présidentielles. Enfin pour toutes ces raisons et pour lutter contre la coupure entre la "société civile" et la politique, on refuse la professionnalisation à l'intérieur du parti.

Ces règles organisationnelles découlent directement des principes fondamentaux de l'écologisme, et on les retrouve généralement à l'identique dans les partis écologistes des pays voisins. Toutefois elles apparaissent originales par rapport aux autres partis, et les Verts revendiquent d'ailleurs avec force leur différence. Ils continuent alors à se penser en dehors du système politique établi, et refuseront toujours tout désistement en faveur d'autres partis.

Les débuts électoraux des Verts sont difficiles et les résultats peu encourageants. Aux élections européennes de 1984, leur candidat Didier Anger n'obtient que 3,4% des voix, soit nettement moins que Solange Fernex en 1979 : il a été concurrencé par Brice Lalonde qui a refusé d'intégrer le nouveau parti et sera nommé secrétaire d'État chargé de l'environnement lors de la réélection de Mitterrand en 1988. D'ailleurs les Verts ne comptent guère plus de 1000 adhérents à l'époque, et ceci leur rend la tâche difficile pour aligner des candidats dans toutes les circonscriptions : ainsi en 1986, ils ne sont présents que dans un tiers des départements pour les législatives. Aux présidentielles de 1988, l'antagonisme droite-gauche

---

<sup>4</sup> - Cf. Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français?*, Paris, Presses universitaires de France, 2000.

encore très vif relègue les questions écologiques au second rang, et Antoine Waechter réalise un score de 3,8%, pas supérieur à celui de Brice Lalonde en 1981.

Il faut attendre 1989 pour que l'organisation partisane produise ses effets bénéfiques sur les résultats électoraux, notamment ceux des municipales de mars et des européennes de juin ; ce type d'élections aux enjeux très locaux ou peu explicites, sont généralement plus favorables aux écologistes et vont déclencher la percée électorale des Verts : ceux-ci garnissent les conseils municipaux de plus de 1400 élus, et, la liste conduite par Antoine Waechter ayant réalisé un score de 10,6%, ils envoient 9 députés à Strasbourg. Le succès appelant le succès, le nombre d'adhérents fait un bond à 5000 environ.

Cependant la stratégie d'autonomie absolue du parti défendue par Antoine Waechter va rapidement montrer ses limites. En 1990, Brice Lalonde crée *Génération Écologie*, organisation destinée à concurrencer les Verts, en proposant un programme moins intransigeant et surtout compatible avec celui du PS. En 1992, la conjoncture politique est extrêmement favorable pour les élections régionales : les enjeux sont jugés faibles par les électeurs, et la cote du PS est au plus bas dans l'opinion. Beaucoup de suffrages socialistes vont se déplacer sur les formations écologistes, et les Verts, comme *Génération Écologie*, réalisent chacun un score d'environ 7%. Ainsi, même dans un contexte électoral très favorable à l'écologie, les Verts ont le plus grand mal à tirer partie de la situation.

Les législatives de 1993 confirment cette difficulté : alliés cette fois à leur "frère ennemi" *Génération Écologie*, au sein de l'*Entente des écologistes*, les Verts présentent des candidats dans presque toutes les circonscriptions et recueillent plus de 7% des suffrages, score très honorable pour ce type d'élections, mais il ne parviennent pas à faire élire un seul député. Pour nombre de leaders, notamment ceux de la ligne défendue par Dominique Voynet, le constat est patent : dès que les enjeux sont nationaux et véritablement importants, le parti isolé est incapable de peser sur les grands choix politiques du pays.

### **3. L'alliance avec la gauche**

C'est pourquoi dès la fin 1993, les Verts sont confrontés à leur implacable dilemme : d'un côté les réalistes désireux de s'insérer davantage dans le système politique quitte à y entrer par la gauche, de l'autre les "écolos intégristes" qui veulent préserver l'altérité radicale de leur formation et refusent donc toute alliance. Antoine Waechter qui incarne le "front du refus" est mis en minorité à l'automne, il quittera le parti et fondera le Mouvement Écologiste Indépendant (MEI) un an plus tard ; Dominique Voynet accède au poste de secrétaire générale, soutenue notamment par les militants issus ou reconvertis des mouvances d'extrême gauche. Dans le même temps, *Génération Écologie* connaît aussi des scissions, et l'on voit apparaître une pléthore d'organisations et mouvements divers se réclamant peu ou prou de l'écologie.

Le conflit interne, l'éparpillement des forces, la démoralisation des militants, expliquent que les Verts soient au plus bas dans les élections qui suivent : aux cantonales de 1994, ils ne parviennent à présenter que peu de candidats, et aux européennes de la même année, la liste conduite par Marie-Anne Isler-Beguïn réalise à peine 2,9%. En outre un grand nombre de militants sont partis, notamment pour suivre Antoine Waechter, et les Verts ne comptent en 1995 guère plus de 3000 adhérents. C'est dans cet état de faiblesse que Dominique Voynet se présente aux présidentielles de 1995 avec un programme au moins aussi social qu'environnemental : elle prône la réduction du temps de travail, s'insurge contre l'exclusion, veut changer les relations Nord-Sud,... Les électeurs écologistes sont encore désorientés par les scissions et sans doute réticents sur ces objectifs ; en tout cas ils sont peu nombreux au rendez-vous et la candidate ne recueille que 3,3% des suffrages ce qui laisse le score des Verts

à son étiage. Cependant pour le deuxième tour, elle indique sa préférence pour le programme de Lionel Jospin. Pour la première fois, les Verts se revendiquent officiellement comme une composante de la gauche, et s'inscrivent de facto dans une alliance avec elle. Aux municipales qui suivent, ils ne réalisent qu'un score médiocre : 6,5% des voix en moyenne dans les communes où ils sont présents. Mais au deuxième tour, les alliances nouées avec la gauche leur permettent de se maintenir ou de s'installer dans quelques grandes villes. Dès lors le bien-fondé de cette nouvelle stratégie est démontré : même avec des résultats électoraux assez maigres, il est possible d'obtenir des élus et de peser sur les décisions politiques.

## II. Bilan des dernières élections et de l'action gouvernementale

Les Verts vont avoir l'occasion d'expérimenter au niveau national leur nouvelle stratégie d'alliance avec la gauche PS, PCF et PRG, qui deviendra la *gauche plurielle* lors des élections législatives de 1997.

### 1. Le succès des législatives de 1997

Dès le début de l'année, les Verts avaient négocié avec le PS un accord de principe. Au plan électoral, il consiste pour le PS à réserver des investitures au profit des Verts dans certaines circonscriptions, en échange de quoi ceux-ci s'abstiendront de présenter des candidats dans d'autres circonscriptions ; au second tour, les deux camps appelleront à voter pour le candidat de gauche le mieux placé. Lors de la dissolution, le PS accorde 30 circonscriptions aux Verts, dont une dizaine de gagnables ; en compensation, les Verts n'aligneront pas de candidats contre les socialistes dans une centaine de circonscriptions. Au total, ils sont présents dans 413 circonscriptions en métropole, mais sont loin d'être les seuls à se réclamer de l'écologie : 300 candidats de *Génération Ecologie*, 250 du MEI, et des centaines issus des diverses organisations "balkanisées" de l'écologie.

L'alliance porte aussi sur le programme politique, qui sans être un contrat de gouvernement en bonne et due forme, énonce un certain nombre de points d'accords<sup>5</sup> : en premier lieu la réduction du temps de travail (les 35 heures), ensuite la parité, la suppression du cumul des mandats, la relance de la décentralisation, l'amendement du traité de Maastricht avec une charte sociale, et enfin un moratoire sur le nucléaire civil, les autoroutes, une modification de la fiscalité sur les carburants, une écotaxe sur les industries polluantes,... La question sociale apparaît primordiale, suivie par le thème de la démocratie, les problèmes environnementaux étant relégués en fin de programme. D'ailleurs la campagne électorale s'attachera surtout à dénoncer les méfaits du libéralisme, et à lutter "contre la déchirure sociale" en donnant à tous un "revenu décent et un travail".

Au premier tour, les Verts recueillent 3,6% des suffrages exprimés, score médiocre, en tout cas inférieur de moitié à celui des législatives de 1993. Cependant, le pourcentage atteint est presque le même, soit 6,9% si l'on compte l'ensemble des candidats se réclamant peu ou prou de l'écologie. Ce n'est donc pas la popularité de celle-ci dans l'opinion qui a diminué, mais bien le soutien aux Verts, après qu'ils aient infléchi leur position politique vers la gauche. Toutefois, le score électoral n'est plus qu'un aspect du problème, et au deuxième tour, tandis que les divers candidats écologistes disparaissent de la scène électorale, grâce à l'intégration dans la *gauche plurielle* et à quelques triangulaires bien situées, les Verts obtiennent 8 élus :

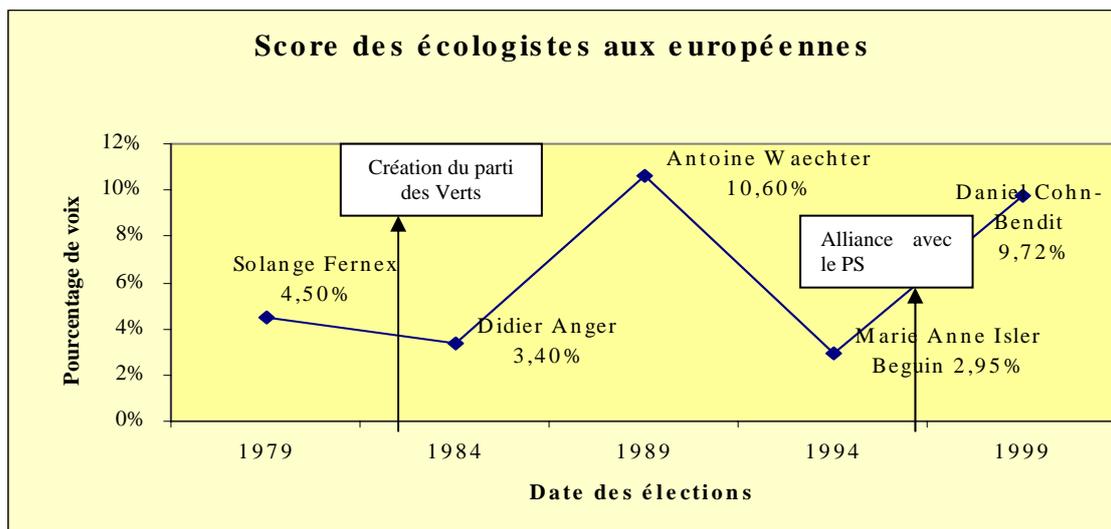
---

<sup>5</sup> - Les grandes lignes sont rappelées in Bruno Villalba, op. cit. p. 146.

- 4 députés appartiennent aux Verts *stricto sensu* : Marie-Hélène Aubert à Châteaudun, Yves Cochet dans le Val d'Oise, Guy Hascoët à Roubaix, et Dominique Voynet à Dole.
- 3 députés écologistes n'appartenant pas aux Verts mais présentés par eux : un écologiste hors parti, André Aschieri à Grasse, le fondateur de Convergence Écologie et Solidarité (CES), Noël Mamère à Bègles, et un leader de Alternative Rouge et Verte (AREV), Jean-Michel Marchand à Saumur.
- enfin, on peut y joindre Michèle Rivasi, écologiste apparentée au PS.

## 2. Les élections européennes de 1999, municipales et cantonales de 2001

Les élections européennes de 1999 ouvrent une parenthèse dans la poursuite de la stratégie électorale : les candidats étant élus à la proportionnelle, les alliances ne sont plus aussi indispensables. Les Verts, qui ont toujours privilégié la dimension internationale de leur action ("penser global") et qui ont toujours lutté contre les visées nationalistes, attachent par principe une grande importance à l'ouverture européenne. Ils choisissent pour tête de liste Daniel Cohn-Bendit, dont la double nationalité franco-allemande et la notoriété historique semblent faire le candidat idéal. Les thèmes développés concernent évidemment les questions environnementales qui ont marqué l'opinion et dans lesquelles l'Europe est impliquée : la maladie de la "vache folle", les OGM, la qualité des aliments industriels,... Mais ses interventions s'intéressent aussi à l'Europe fédérale, à l'intervention occidentale en ex-Yougoslavie, et à de nombreuses questions sociales telles que le financement des retraites, qui touchent très directement la France. Sa vision est sans doute trop libérale au goût des militants Verts, mais elle élargit les thèmes de campagne hors du discours convenu de la gauche. Il séduit ainsi un grand nombre d'électeurs centristes ou "posmatérialistes", notamment parmi les intellectuels, et obtient un score de 9,7%, pas très éloigné de celui de Waechter en 1989, chassant sans doute sur les terres de *Génération Écologie* et du MEI. Au total il conduit 9 députés au parlement de Strasbourg.



### Résultats des écologistes aux élections européennes depuis 1979

<i>Européennes</i>	<i>Tête de liste</i>		<b>Autres écologistes</b>	
1979	<i>Solange Fernex</i>	4,5%		
1984	<i>Didier Anger</i>	3,4%	ERE	3,3%
1989	<i>Antoine Waechter</i>	10,6%		
1994	<i>Marie-Anne Isler Beguin</i>	2,95%	GE	2%
1999	<i>Daniel Cohn-Bendit</i>	9,72%	MEI	1,5%

Lors des municipales et cantonales de 2001, les alliances vont jouer de nouveau au sein de la gauche plurielle et mettre en évidence la place essentielle des Verts dans le dispositif. Ceux-ci définissent une stratégie variable selon les communes ou les cantons, tantôt constituant dès le premier tour des listes d'union, tantôt partant en campagne de façon autonome. Ainsi les candidats Verts sont présents dans un tiers des cantons à renouveler. Le résultat est très satisfaisant puisqu'au premier tour, les Verts obtiennent une moyenne de 12,2% dans les 161 villes de plus de 9000 habitants<sup>6</sup> dans lesquels ils avaient présenté leurs propres candidats. La progression est évidente par rapport aux municipales de 95. Après le deuxième tour, ils se trouvent à la tête de 44 municipalités, dont 5 de plus de 10 000 habitants, et 11 de 3500 à 10 000. Ainsi François Garay est élu aux Mureaux, Noël Mamère réélu à Bègles, Jean-Michel Marchand à Saumur. Ils participent aussi à la majorité dans de nombreuses grandes villes dirigées par la gauche, notamment à Lyon et à Paris : ainsi Yves Contassot et Denis Baupin seront adjoints à Bertrand Delanoë, et la municipalité de Lyon compte quatre adjoints Verts, dont Gilles Buna et Étienne Tête. Les cantonales sont également un succès puisque les Verts obtiennent en moyenne 12,4% des suffrages dans les 776 cantons où ils présentaient des candidats : des conseillers généraux Verts font leur apparition en Charente, dans les Hauts-de-Seine, dans l'Hérault, en Haute-Loire, en Isère,...

### **3. Les conséquences de ces succès sur le parti et sa place dans la gauche plurielle**

Pour la première fois en 1997, les Verts obtiennent une représentation significative au niveau national. Forts de leur succès aux législatives, ils parviennent à constituer un groupe parlementaire, – certes un peu bigarré, – en s'agrégeant aux chevènementistes et aux radicaux de gauche afin de réunir les 20 députés nécessaires. Mais surtout Lionel Jospin récompense Dominique Voynet par un grand ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Au printemps 2000, Guy Hascoët sera nommé secrétaire d'État à l'Économie solidaire. En mai 2001, Yves Cochet est désigné pour remplacer dans sa fonction ministérielle Dominique Voynet, elle-même démissionnaire. Ainsi les Verts réalisent enfin leur objectif de participation gouvernementale, ils se voient offrir des perspectives sérieuses de réaliser leur projet politique et pourront être jugés sur la conduite de ce projet.

Les succès aux municipales et aux cantonales renforcent la position des Verts au sein de la gauche plurielle. En effet, les stratégies d'alliance ont fonctionné correctement lors de ces élections, malgré quelques fausses notes comme à Rouen ou Épinay où les candidats n'ont pas su se mettre d'accord. Les reports de voix se sont bien effectués dans des villes comme Lyon ou Paris, en revanche, ils ont été beaucoup plus incertains dans de nombreuses municipalités

<sup>6</sup> - "Les Verts conquièrent leur espace au sein de la gauche plurielle", in *Le Monde* du 31 mars 2001, p. 7.

comme Lille ou *a fortiori* Belfort où Martine Aubry et Jean-Pierre Chevènement sont loin de retrouver toutes les voix vertes. Ces résultats sont lourds de conséquences sur les équilibres de la gauche plurielle. Forts de leurs succès, les Verts jugent légitime qu'on leur attribue un ou deux fauteuils supplémentaires dans l'équipe gouvernementale ; les tensions sont vives avec les communistes que leurs revers ont placés en position délicate, et ce d'autant que les Verts ont empiété sur leur territoire, notamment en Ile-de-France, en s'emparant par exemple de la commune de l'Ile-Saint-Denis. Quant aux socialistes, ils nourrissent des sentiments mêlés à l'égard des Verts. Il est vrai que ceux-ci constituent une aide précieuse pour conquérir les mairies : à Paris comme à Lyon, il est peu probable que le PS ait pu gagner sans l'appoint du parti écologiste. Cependant la coalition avec les Verts est aussi devenue un passage obligatoire comme le montre l'échec de Bruno Le Roux à Épinay, et ils peuvent devenir des alliés exigeants, voire encombrants, et surtout ils amènent un électorat volatile, peu fiable, qui explique les mauvais reports dans de nombreuses villes telles qu'Évreux.

D'autres conséquences encore touchent directement le parti écologiste lui-même, en accentuant la professionnalisation et en améliorant les gratifications de ses membres. Au total, après ces élections, le parti compte outre son état-major, une nébuleuse d'élus à tous les niveaux : 3 ministres (ou ex-ministres), 9 députés européens, 8 parlementaires nationaux, 16 maires de villes de plus de 3500 habitants, sans compter les conseillers généraux, régionaux, et le grand nombre de conseillers municipaux. A cela s'ajoutent les responsables de l'appareil non élus et quelques permanents. Par ailleurs la rotation des mandats n'est plus que rarement appliquée, et les fortes positions nationales ont permis de sortir de l'ombre quelques personnalités vertes en leur assurant une couverture médiatique. En somme on est bien loin de l'organisation spartiate de naguère, incapable de rémunérer ses membres ; le parti est devenu une petite entreprise politique, avec ses professionnels bureaucrates ou élus, qui en recueillent désormais des gratifications matérielles et symboliques. Les succès électoraux accroissent aussi les ressources, amenant de l'argent dans les caisses du parti. Ils ont d'abord entraîné un afflux de nouvelles adhésions, principalement à la suite de la campagne de Daniel Cohn-Bendit aux européennes, si bien que fin 2001, les Verts revendiquaient près de 10 000 membres, d'où la hausse considérable du produit des cotisations. Mais surtout les Verts disposent de moyens significatifs pour conduire les campagnes électorales au niveau national, puisque l'État rembourse les frais des formations ayant obtenu plus de 5% des suffrages aux élections européennes ou présidentielles. Par exemple les Verts se sont vus attribuer 14 millions de francs pour les européennes de 1999 ; de même, pour les élections législatives, l'État rembourse une partie des frais de campagne et alloue une somme de 0,15 € tous les ans pour chaque voix obtenue. Des leaders de plus en plus professionnels et médiatiques, une machine irriguée par l'argent, tout cela accroît fortement la dimension institutionnelle du parti.

Enfin les succès électoraux et l'espoir de rétributions à l'intérieur du parti ont contribué à asseoir le monopole des Verts dans le champ de l'écologie politique. En effet les autres formations écologistes ont été soit laminées par le système d'alliance avec la gauche comme le MEI ou *Génération Écologie*, soit se sont progressivement fondues dans l'organisation des Verts. Ceux-ci ont d'ailleurs dès 1995 pris la décision de rassembler tous les écologistes de gauche, et, dans les années qui suivent, ils incorporent des petits groupes de dissidents de l'AREV, ou des fragments de l'éclatement de *Génération Écologie*, intégrant notamment en 1997 Noël Mamère et Yves Pietrasanta, le maire de Mèze (Hérault). Deux dangers, inhérents à ce monopole institutionnel des Verts sur la gauche écologiste, menacent cependant le parti. Le premier d'entre eux est l'exacerbation des courants. Les divergences politiques ajoutées aux rivalités personnelles amplifient les forces centrifuges ; cependant le monopole et ses avantages obligent les ambitions personnelles à s'exercer à l'intérieur du parti et, puisque hors

de celui-ci il n'y a point de salut, conduit non plus aux scissions, mais à la guerre des courants. Ceux-ci, apparus de façon particulièrement vive au congrès de Toulouse en 2000, nuisent à la lisibilité des choix politiques et à l'efficacité de l'organisation ; mais ils mortifient aussi cruellement les militants dont certains, malgré leurs bonnes intentions, se décrivent comme des "bandarlogs", ces petits singes "bavards, cruels et impuissants du *Livre de la Jungle*<sup>7</sup>. Le second danger provient de ceux qui sont restés au bord de la route à cause des grands choix historiques des Verts. Il y a certes des frondeurs d'extrême gauche qui ont refusé l'alliance avec la gauche modérée, notamment les Alternatifs, mais très peu nombreux, ils ne sont pas électoralement dangereux, l'offre politique à l'extrême gauche étant largement pourvue. Ce sont surtout les écologistes du centre et de droite, évidemment minoritaires, mais qui constituent des prédateurs toujours possibles sur le troupeau des électeurs centristes, comme le montrera la présidentielle de 2002 ; et puis les partisans de l'autonomie du MEI, marginalisés mais tenaces, qui ont refusé le choix de la gauche ; enfin beaucoup de militants "de base" restés accrochés aux fondamentaux de l'écologie, qui avaient déjà repoussé le principe de l'organisation en parti, voire des élections, et a fortiori la collaboration avec une équipe gouvernementale, et qui ne peuvent se résoudre à choisir le réalisme politique aux dépens de l'utopie.

#### **4. Le bilan des Verts au gouvernement et leur image au début de la campagne**

Pour la première fois, les Verts vont avoir à défendre un bilan gouvernemental sur lequel ils vont être jugés et qui va infléchir profondément leur image à la veille de la campagne électorale. Dès son installation en 1997 le gouvernement a voulu donner des gages aux Verts, par quelques actes spectaculaires : arrêt de *Superphénix*, abandon du canal Rhin-Rhône et de l'autoroute A51. Cependant ces décisions dans le domaine environnemental sont restées isolées et les années suivantes ont montré qu'il était difficile de poursuivre vers un moratoire autoroutier ou nucléaire. Quant aux thèmes plus sociaux des Verts, certains seront mis en œuvre par le gouvernement Jospin, comme le projet des 35 heures ou la parité en politique par exemple, mais l'opinion n'y verra pas l'influence particulière des écologistes. En outre plusieurs thèmes sensibles ont montré la faiblesse de leur pouvoir : l'application de la directive Natura 2000 sur la chasse a donné lieu à un compromis laborieux et insatisfaisant aux yeux des Verts, la loi sur l'eau a été à peine ébauchée par Yves Cochet avant les élections, la taxe sur les carburants polluants n'a jamais pu être mise en œuvre, ... Bien plus Dominique Voynet a commis quelques faux pas, notamment en matière de communication lors du naufrage du pétrolier *l'Erika*.

Il faut mettre au bilan aussi la façon dont l'opinion perçoit le parti écologiste après son expérience gouvernementale. Un sondage<sup>8</sup> de la fin 2000 apporte quelques éclairages sur ce point. Il se dégage une opinion globalement assez favorable du bilan de Dominique Voynet : 46% des personnes interrogées le jugent positif et 42% émettent un jugement inverse, évidemment fonction de la position gauche-droite, les électeurs du PCF se rapprochant du niveau critique de la droite. Les secteurs pour lesquelles la ministre verte compte une majorité d'opinions positives sont la pollution de l'air et la sécurité nucléaire, en revanche elle recueille une majorité d'opinions négatives pour la sécurité alimentaire et maritime, lesquelles, bien que hors de son ressort ministériel, lui sont cependant imputées. En outre, la cote de popularité des Verts est encore de 58% en juillet<sup>9</sup> 2001, contre 52% au PS, 45% au RPR, 41% à l'UDF et

---

<sup>7</sup> - Propos d'un militant sur internet, cité par *Le Monde* du 8 septembre 2001.

<sup>8</sup> - Sondage IPSOS-Le Figaro de novembre 2000, auprès de 946 personnes âgées de 18 ans et plus, par téléphone et par quotas d'âge, de sexe, de profession et stratifié par régions.

<sup>9</sup> - Cote de popularité du baromètre IPSOS.

29% au PCF ; après 4 années passées au gouvernement elle demeure donc la plus forte des principaux partis. Enfin 54% des Français en général considèrent que les Verts "sont proches de leurs préoccupations", opinion largement partagée puisque le pourcentage est encore de 41% chez les sympathisants de droite.

Au total le passage des Verts au gouvernement apparaît plutôt comme un atout avant la campagne électorale : il les a rendus plus crédibles en tant que parti de gouvernement puisqu'ils sont crédités d'une influence plus grande que le PCF par les Français ; cette participation au pouvoir a certes obéré quelque peu la confiance dans le parti à cause des limites de l'action gouvernementale, ce dont témoigne la baisse de sa cote de popularité au cours de la législature. Mais il conserve un capital de sympathie parmi les plus forts de tous les partis, lié sans doute au côté unanime de l'aspiration à un meilleur environnement. En revanche le passage des Verts au gouvernement n'a pas suffi à les transformer en parti généraliste aux yeux de l'opinion : 56% des Français en général, – et qui plus est la même proportion parmi les sympathisants écologistes, – considèrent que "leur rôle est de consacrer leur action d'abord et avant tout aux questions d'environnement". Et surtout un fort décalage subsiste entre l'opinion et les militants du parti : chez ces derniers la déception vis-à-vis de l'action gouvernementale est grande, et la tension est toujours forte entre ses partisans et les autres.

### **III. Les primaires de 2001 pour la présidentielle**

La campagne pour la présidentielle commence en mars 2001, juste après les bons résultats des municipales et les cantonales, qui poussent les Verts à l'optimisme pour les élections qui suivent. Ils décident alors de désigner leur candidat à la présidentielle par des primaires.

#### **1. L'arrangement entre dirigeants et la concurrence sur le créneau écologiste**

Pourquoi décider des primaires à l'américaine, et si tôt dans le calendrier électoral ? La base militante, relativement déçue par la participation au gouvernement, peut être facilement mobilisée par les "chefs de tente" des courants à l'intérieur du parti : les primaires seront le moyen de réguler une guerre des chefs toujours latente. Pour en limiter le risque, une répartition des postes entre principaux leaders a été prévue : Noël Mamère (courant *Dynamiques Vertes*) sera candidat aux présidentielles, Dominique Voynet (courant *Ouverts*), quittera le ministère pour prendre les commandes du parti et Yves Cochet la remplacera au gouvernement. Par ailleurs, la présidentielle est un type d'élection honni chez les Verts, et l'organisation de débats et d'élections internes permettra de mettre un zeste de démocratie participative dans un processus qui par nature ne s'y prête guère. Enfin le succès des Verts aux dernières élections fait craindre à Dominique Voynet les candidats suscités à droite pour drainer les suffrages écologistes indécis ; il convient donc de les arrimer à la gauche en engageant d'emblée la campagne. Elle voit juste : dès le début mai, Jacques Chirac lancera "l'écologie humaniste" comme un thème central de sa pré-campagne destiné à capter un petit matelas de voix centristes. Et fin juin, Corinne Lepage se déclare, après une critique en règle du bilan des Verts au gouvernement. Dans le même temps Antoine Waechter annonce qu'il a constitué une équipe de campagne, et Brice Lalonde lance un appel pour une coordination des écologistes de l'opposition,...

Pourquoi avoir choisi Mamère pour la présidentielle ? Le candidat a une certaine aura médiatique gagnée autrefois lors de ses prestations comme présentateur de télévision, et certifiée régulièrement par les sondages. Il est aussi favorablement perçu par le PS : il a été

élu pour la première fois avec son soutien à la mairie de Bègles en 1989. Il semble donc avoir les meilleurs atouts pour chasser sur les terres centristes, ou au pire récupérer les brebis égarées du socialisme.

## 2. L'élection surprise d'Alain Lipietz

A la mi-avril 2001, 5 candidats aux primaires sont prêts, représentant les principaux courants du congrès de Toulouse : Noël Mamère, député de Bègles, Alain Lipietz, député européen, beaucoup plus à gauche, Etienne Tête, conseiller régional Rhône-Alpes et maire-adjoint de Lyon, représentant du courant environnementaliste *Ecolos*, Yves Frémion, écrivain et journaliste, et Alice Créte, étudiante en géographie à Jussieu, issue de *Chiche*, le mouvement des jeunes Verts. Cinq meetings successifs sont prévus à Lyon, Marseille, Strasbourg, Rennes, et Paris pour clore les débats avec les militants. Conformément au scénario, après la date limite du 14 mai, les votes par correspondance placent Mamère en tête avec 42,7% des voix pour 6075 votants et 10372 inscrits, le deuxième Alain Lipietz, n'obtenant qu'un score de 25,6%. L'élection semble faite, mais dès le début juin, la compétition se durcit. Lipietz arrache une signature en sa faveur à René Dumont sur son lit de mort, et certains membres notoires du courant "Ouverts" de Dominique Voynet se prononcent pour lui, rompant ainsi la neutralité affichée par l'ex-ministre, qui semble-t-il aurait voulu éviter un plébiscite pour Mamère. Et fin juin, à la surprise générale, c'est Alain Lipietz qui est élu à une centaine de voix près, avec 50,2% des suffrages.

L'opinion découvre alors ce polytechnicien, ancien maoïste reconverti chez les Verts durant les années 80, économiste et chercheur au CNRS. Favorable au courant *Autrement les Verts*, il est nettement plus à gauche que Mamère, plus critique vis-à-vis du PS, partisan de reconsidérer les alliances et de revenir aux "fondamentaux" de l'écologisme. Son élection est due pour une grande part à sa pédagogie et à la qualité de son site Internet dans lequel il a répondu aux questions des militants, friands de ce mode de communication. Mais elle est aussi largement due à l'échec de Mamère qui a suscité contre lui à la fois des griefs personnels et des attaques dirigées en fait vers les leaders Verts. La personnalité du candidat avait de quoi réveiller les allergies des militants ; le simple fait d'être un ancien présentateur de télévision suffit à jeter la suspicion, c'est un converti récent (1998) chez les Verts, à la fois maire et député, donc cumulard, ce qui est formellement prohibé par le règlement du parti, on dit de lui qu'il adore la corrida et ne se refuse pas une partie de chasse à la bécasse... En outre, son parcours politique apparaît des plus sinueux : d'abord élu à Bègles en 1989 sous l'étiquette majorité présidentielle, il rejoint *Génération Écologie*, et surtout se trouve en bonne place sur la liste de Bernard Tapie pour les Européennes de 1994, avant de créer lui-même *Convergence-Ecologie-Solidarité*, largement suscitée contre les Verts, auxquels ils se rallie finalement en 1998 : beaucoup de militants le considèrent comme un "sous-marin rose"<sup>10</sup>, un mercenaire des basses œuvres mitterrandiennes, destiné à maintenir l'alliance avec le PS et plus prosaïquement à "plumer la volaille écologiste". Quoiqu'il en soit, il n'a pas eu la légitimité suffisante pour séduire les militants, parvenant à réunir contre lui l'extrême gauche du parti et les environnementalistes historiques. Mais l'échec de Mamère est aussi celui des leaders du parti : longtemps contraints au silence par la participation au gouvernement et ayant accumulé la rancune patiemment contre le PS qu'ils accusent d'avoir mis les Verts à la portion congrue pendant la législature, nombre d'adhérents se défoulent en punissant leurs dirigeants, coupables d'avoir enchaîné le parti dans cette dépendance. Et puis la consultation avec l'arrangement concocté au sommet est apparue à beaucoup comme une manipulation dont le résultat était couru d'avance. Désavouer Noël Mamère c'est donc aussi rejeter les jeux partisans et les combinaisons d'appareils. En somme, avec cette première partie des primaires,

---

<sup>10</sup> - C'est l'expression de Michel Bernard, responsable du journal *Silence*, N° 277, décembre 2001.

un psychodrame se rejouait qui mettait aux prises des politiques rationnels adeptes du compromis aux nostalgiques de l'autonomie pure et dure.

### 3. L'échec d'Alain Lipietz et l'élection de Noël Mamère

Les réactions au choix du candidat Lipietz sont généralement négatives. Les socialistes, sans le manifester trop ouvertement, sont inquiets car ils redoutent une position intransigeante à leur égard. Mais les réactions les plus vives proviennent des autres leaders Verts qui s'insurgent contre le "courant Voynet", accusé d'occuper toutes les places : un grand ministère, un poste d'adjoint à la mairie de Paris, le secrétariat du parti et maintenant la candidature présidentielle ! "Ils ont une manière d'avancer en meute", persifle Noël Mamère. Ainsi l'organisation de primaires, méticuleusement démocratiques, qui était censée apaiser la guerre des courants, crée un nouveau déséquilibre qui la rallume. Enfin les médias réagissent de façon assez critique à l'élection de Lipietz : bien loin d'y voir la surprise d'une procédure démocratique, ils diagnostiquent l'immaturité politique des Verts, capables de transformer une situation favorable en une guerre fratricide dont eux seuls connaissent les raisons précises. Sans doute téléguidés en sous-main, les médias n'épargneront pas Alain Lipietz, lequel leur facilitera grandement la tâche par ses erreurs et l'obstination qu'il mettra à s'y enfoncer. Dès l'élection, ils pointent la façon peu glorieuse dont le candidat a extorqué la signature de René Dumont à l'article de la mort, mais le plus sérieux reste à venir avec l'affaire de l'amnistie des prisonniers corses. En effet, le 7 août, il déclare sur France-Inter que ceux-ci seront forcément amnistiés si le processus de Maignon réussit. Cette annonce fait l'effet d'une bombe chez les Verts, que les dirigeants ont toutes les peines à désamorcer : les positions de Lipietz sur la Corse étaient connues des vieux militants mais pas de ceux entrés récemment après le succès de Cohn-Bendit ; en outre ce rappel irrite fortement les plus traditionnels nourris d'idées pacifistes. Bien plus, le fait que les Verts soient au gouvernement oblige Lionel Jospin à rappeler que l'amnistie n'est pas d'actualité. Fin août, les journées d'été à Lamoura sont consacrées essentiellement à réparer cette bévue par un texte commun, et peu après le candidat vient à résipiscence dans un entretien au journal *Le Monde*. Cependant le mal est fait ; après la zizanie et les psychodrames dont les Verts ont le secret, la méfiance s'est installée chez les militants et la position du candidat est très affaiblie. Et surtout Lipietz "plombe" les Verts dans les sondages : ces derniers ne lui accordent guère plus de 3% des intentions de vote en septembre<sup>11</sup> et révèlent la défiance qu'il suscite même chez les sympathisants écologistes. Plus grave encore, les dirigeants s'aperçoivent qu'il sera impossible d'obtenir les 500 signatures d'élus avec un tel candidat, nombre de maires disposés à le faire s'étant rétractés. Dès lors la petite machine électorale des Verts se met en branle pour écarter Alain Lipietz. Noël Mamère quitte le comité de campagne, le directeur de campagne lui-même démissionne, des élus le somment de se retirer, tandis que le ministre Yves Cochet lui enjoint de "sortir de l'adolescence". Fin septembre, une réunion secrète se tient en présence du candidat pour l'inciter à la démission, mais celui-ci résiste et réclame une nouvelle consultation des militants. Malheureusement les candidats de rechange semblent limités puisque Dominique Voynet ne veut pas assumer ce rôle et que Noël Mamère proclame son refus "irrévocable". Cependant le processus suit son cours, et en octobre les militants sont une nouvelle fois consultés. Le dépouillement des bulletins aura lieu à huis clos, de même que le débat sur le candidat de remplacement : Lipietz est rejeté par 64,4% des voix et le CNIR du 13 et 14 octobre propose Noël Mamère à sa place. Celui-ci revient sur son refus, et est plébiscité par 81,6% des adhérents le 29 octobre.

---

<sup>11</sup> - Sondage SOFRES et CSA, et IPSOS, cités par *le Monde* du 11 septembre 2001.

#### **4. Les conséquences sur le parti**

Cette saga des primaires est lourde conséquences sur le parti et la suite de la campagne électorale. Elle renvoie l'image d'une organisation chaotique dans l'opinion, et c'est avec l'objectif avoué d'une meilleure structuration du parti que Dominique Voynet se présente au secrétariat. La nouvelle donne créée par la victoire de Lipietz en juin compromet d'ailleurs son accession à ce poste à la fin du mois, et elle est élue d'extrême justesse avec 60,7% des voix.<sup>12</sup> Les conséquences se font sentir longtemps après puisque le 9 décembre 2001, lors des assemblées régionales de préparation du congrès, les militants ne votent la motion Voynet-Mamère que par 35% des voix, sans remettre en cause toutefois l'alliance avec le PS. Ils sont désabusés et s'impliqueront encore moins que d'habitude dans la campagne présidentielle.

Ces primaires témoignent également de permanences et de quelques évolutions dans le parti ; elles ont montré à la fois la fragilité d'une institutionnalisation incomplète, et la capacité d'un groupe de dirigeants à conjurer la crise dans laquelle ils s'étaient plongés. En effet l'institutionnalisation a progressivement installé aux commandes des leaders permanents, et la contradiction principale entre pragmatisme et préservation des valeurs fondamentales, recoupe désormais largement celle entre des dirigeants en place et la base militante. Les premiers, sensibles aux enjeux électoraux proposent un candidat, Noël Mamère, susceptible de séduire un électorat centriste et demandent de confirmer ce choix à une base militante proche de l'idéologie d'extrême gauche, et dotée d'un sentiment à vif de ses valeurs. Les primaires à rebondissement sont la conséquence de ce décalage. Ce que les médias appellent "immaturité politique" relève en fait de l'institutionnalisation incomplète du parti : celui-ci fonctionne encore sur le mode affectif, avec les embrassades, la convivialité festive lorsque les choses vont bien, et les phrases assassines, les rancunes tenaces, la suspicion généralisée lorsqu'elles vont mal. Cette dimension affective n'est pas foncièrement absente des autres partis, mais l'institutionnalisation incomplète fait qu'ici elle n'est pas ou mal surmontée. De ce point de vue, la réactivation de la guerre des courants ne se réduit ni au simple heurt des ambitions personnelles, ni même à l'opposition entre alternatives politiques : en fait elle est alimentée par le conflit sous-jacent entre les réalistes, et ceux qui ne veulent plus passer sous les fourches caudines du PS, mais rêvent d'un retour à l'autonomie, voire à l'action hors du système politique établi.

Cependant les primaires ont montré aussi la capacité du parti à surmonter désormais ce type d'épreuves par un surcroît d'institutionnalisation. Face à la confusion créée par le choix inattendu des militants et les risques de déstabilisation du parti, les dirigeants en place ont su modérer le débat, mobiliser les ressources, et s'accorder sur des compromis. Ils ont aussi accepté de rationaliser davantage, et notamment à introduire le secret bureaucratique dans quelques débats désormais à huis clos. Mais ils ont sans doute aussi été conduits à des pratiques liées au côté sombre de l'institution : pressions occultes, déstabilisation en sous-main, tentatives de manipulations par médias interposés,... qui les font de plus en plus ressembler à un parti comme les autres.

### **IV. La campagne présidentielle de Noël Mamère**

Noël Mamère ne perd pas de temps. A peine connu le résultat des primaires, il désigne Jean-Luc Bennhamias comme directeur de campagne, Stéphane Pocrain comme porte-parole, et met en place le reste son équipe.

---

<sup>12</sup> - Il lui fallait un minimum de 60%.

## 1. Objectifs, positionnement idéologique, programme

Un document interne au parti résume dès le début janvier les objectifs électoraux, somme toute assez modestes, que s'assigne le candidat<sup>13</sup> : d'abord installer les Verts dans le paysage politique, "réaliser le meilleur score des candidats de la gauche plurielle derrière Jospin", notamment dépasser le PCF, représentant de la " vieille gauche industrielle", ensuite "assurer définitivement le leadership des Verts par rapport aux autres écologistes", enfin tenir le cap des 5%, condition sine qua non pour obtenir les remboursements de campagne, et donc sauvegarder les finances du parti.

Dès sa désignation comme candidat à la présidentielle, Mamère définit sa position idéologique, "ni dans la gauche gestionnaire, ni dans la gauche protestataire". Il se distingue ainsi volontairement de l'extrême gauche définie négativement par son absence de proposition, et représentée principalement par les candidats trotskistes, mais il s'octroie aussi une liberté de parole par rapport à la gauche de gouvernement, y compris les ministres Verts. On comprend qu'il ratisse dans un électorat moins politisé, éventuellement au centre. Mais par ailleurs il prend soin d'épargner Lionel Jospin, et lors de la commission d'investiture du 12 janvier, il précise ses cibles, Chevènement, Le Pen, et surtout Chirac.

Le 4 mars, il dévoile son programme détaillé en 7 chapitres et 155 mesures dans un cybercafé parisien, dont voici quelques-unes les plus significatives : au premier chapitre, celui de l'environnement qui est aussi le plus conséquent avec 35 mesures, il propose de créer une organisation mondiale de l'environnement, de faire payer le vrai prix aux transports routiers, d'instituer des amendes routières proportionnelles au revenu, de sortir du nucléaire en 20 ans, d'installer un panneau solaire par habitation,... Le social vient immédiatement après, dans un chapitre de 30 mesures qui propose un revenu d'autonomie pour les 18-25 ans, la majorité à 16 ans, la légalisation contrôlée du cannabis, 100 000 logements pour les SDF, des lois contre l'homophobie, 10 000 éducateurs, le développement de la médiation sociale,... Puis viennent 20 mesures pour le "retour du citoyen", dont une nouvelle constitution votée par référendum, la proportionnelle pour tous les scrutins, le mandat unique non renouvelable plus de deux fois, le droit d'initiative législatif pour le citoyen, le développement des peines alternatives,... A cela s'ajoutent 20 autres mesures dans le domaine social, mais aussi de la santé ("La France pour tous"), avec le revenu minimum pour tous, le projet de doubler l'inspection du travail, le maintien de la retraite par répartition, la suppression de l'ordre des médecins, l'extension des services publics dans les banlieues, le recrutement massif d'infirmières,... Un 5<sup>ème</sup> chapitre intitulé "Le temps c'est la vie", propose de réduire la taille des établissements scolaires, de généraliser la semaine de 4 jours, d'offrir à tous une année sabbatique tous les 7 ans,... Le 6<sup>ème</sup> chapitre propose 10 mesures pour la culture, telles que la défense du système de financement du cinéma et un revenu garanti pour les intermittents du spectacle,... Enfin le dernier chapitre concerne l'international, où l'on exige notamment la mise en place d'une Europe des régions, une constitution européenne, l'annulation de la dette des pays pauvres.

Ce programme contient nombre d'indications intéressantes. D'abord il place l'environnement au premier chapitre mais propose beaucoup plus d'autres mesures à propos du social ou des institutions politiques : les Verts sont sortis depuis longtemps de leur projet sectoriel environnemental. Ensuite il énonce des mesures étonnamment concrètes, certaines d'entre elles parfaitement réalisables, et d'autres marquées encore du sceau de l'utopie, à quoi l'on reconnaît la marque de fabrique de l'écologie. Enfin ce programme témoigne de la rationalisation dans le choix des cibles électorales, en désignant explicitement les clientèles visées, celles qui constituent les gros bataillons des voix écologistes : les jeunes à qui l'on offre la majorité à 16 ans, mais aussi les "postmatérialistes" avec des mesures telles que la

---

<sup>13</sup> - Cf. sur ce point *Le Monde* du 18 janvier 2002.

légalisation contrôlée du cannabis, le droit à l'euthanasie, les lois contre l'homophobie,... Enfin et surtout des catégories socioprofessionnelles que les sondages donnent favorables à l'écologie : les enseignants, le milieu de la culture avec les intermittents du spectacle, les infirmières, les assistantes sociales, les éducateurs, toutes professions de la santé et du travail social que Noël Mamère exaltait au meeting de Nantes n'hésitant pas à les comparer aux "hussards noirs de la république" !

## **2. Le déroulement, ses difficultés et ses déconvenues**

Noël Mamère fixe aussi dès le début de sa campagne, les temps forts de son déroulement. Il prévoit de lancer les premières actions nationales en janvier par un grand meeting, et de faire une série de déplacements dans quatre lieux hautement symboliques : la Bretagne pour la qualité de l'eau, Chamonix et le tunnel du Mont-Blanc pour le ferroutage, Toulouse pour les risques chimiques et enfin la région parisienne pour le troisième aéroport. Si le programme est généraliste, il n'en reste pas moins que la spécificité des Verts auprès de l'opinion demeure l'environnement, et que c'est ce type de problèmes qui devrait structurer la campagne.

Pour le détail des interventions au jour le jour, le candidat va utiliser les opportunités médiatiques, et faire entendre sa voix sur les événements au quotidien, se servant au besoin de sa position de député pour proposer des amendements ou faire des interpellations. L'objectif est de figurer le plus souvent possible, sinon en permanence dans les médias. Ainsi Noël Mamère dénonce l'intervention des USA en Afghanistan, se rend à une "rave-party" près de Rouen, critique la décision de réouverture du tunnel du Mont-Blanc, puis les mesures anti-terroristes du gouvernement, vote un amendement empêchant les dérogations pour le littoral corse ; il condamne aussi la venue de Poutine en France et présente un projet de loi sur la procédure pénale applicable au président de la République qu'il traite de "ripou". Au total, il semble que l'objectif d'occuper en permanence l'espace médiatique ne soit pas loin d'être atteint.

En revanche plusieurs obstacles compliquent ou gênent le bon déroulement de la campagne, et d'abord le déplacement de la thématique dominante sur la sécurité. En juin 2001 en effet, l'environnement semblait pouvoir figurer comme un thème central, après le succès des municipales et la promotion de "l'écologie humaniste" par Jacques Chirac. En revanche, dès le début de 2002, la question de la sécurité prend l'ascendant et s'impose peu ou prou à l'ensemble des discours électoraux. Noël Mamère intègre cet impératif dans son slogan "précaution, prévention, protection". Il précise que ce mot d'ordre s'applique partout, dans le social, le travail, la justice,... C'est une formule ingénieuse qui se sert du thème de l'insécurité pour ramener l'environnement et le social dans le champ du débat, malheureusement elle signifie aussi que ces derniers sujets n'y figurent plus d'emblée, et exigent un effort pour y être présentés.

La deuxième grande difficulté tient à l'état d'esprit des militants peu enclins à s'investir dans la campagne présidentielle. On en a déjà vu les raisons précédemment, mais cette réticence, souvent ajoutée à l'amateurisme, conduit à des déboires qui eux-mêmes contribuent à la démoralisation des troupes. Ainsi le manque de préparation empêche un meeting de se tenir à la date prévue à Grenoble, ou encore la mauvaise appréciation de la nature d'un spectacle accompagnant le meeting déconcerte les participants à Talence. En outre les vicissitudes de sa désignation et son professionnalisme médiatique trop visible nuisent à Noël Mamère, lequel n'est pas soutenu par le groupe d'intellectuels qui avaient encouragé Daniel Cohn-Bendit lors des élections européennes. Cette défection se ressent auprès des médias.

D'autres obstacles, moins importants, ont nui à la campagne, et notamment dans les dernières semaines, à partir de l'ouverture de la campagne officielle et de l'apparition des

"petits" candidats à la télévision. Ceux-ci se sont révélés, restreignant la place du candidat des Verts sur la scène médiatique. Ce sont sans doute Corinne Lepage et Olivier Besancenot qui ont empiété sur son électorat, environnementaliste pour l'une, postmatérialiste pour l'autre...

D'ailleurs les sondages reflètent assez bien le déroulement des primaires et de la campagne. Alors qu'Alain Lipietz ne parvenait pas à dépasser les 3% d'intentions de vote, dès sa désignation comme candidat, Noël Mamère obtient un pourcentage qui varie entre 6% et 7% ; il distance immédiatement les autres candidats écologistes potentiels ou déclarés, Brice Lalonde, André Waechter ou Corinne Lepage, qui ne parviennent pas à "décoller" dans les sondages. Malgré quelques pointes à 8%, le candidat des Verts ne parviendra pas à amplifier ce score, mais il réussira à le maintenir tout au long de sa campagne. Toutefois un sondage SOFRES du 8-9 mars<sup>14</sup> signale qu'il y a encore 60% d'électeurs prévoyant de voter Mamère, qui ne sont pas sûrs de leurs choix. Et effectivement, après la première semaine d'avril, il semble qu'il y ait un fléchissement : tandis que les pourcentages de Corinne Lepage et de Alain Besancenot s'amplifient, celui de Noël Mamère se réduit à près de 5%, ce qui prédisait assez exactement le score réalisé le 21 avril.

Au soir de l'élection, la défaite de Lionel Jospin consommée, Noël Mamère est le premier à appeler à voter pour Jacques Chirac, afin de faire échec au FN.

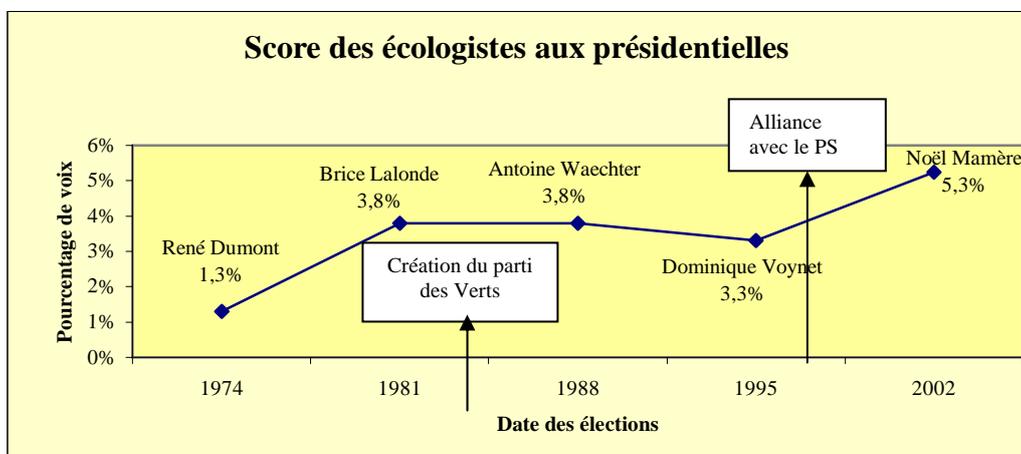
## V. Les résultats de la présidentielle

Noël Mamère obtient 5,25% des voix et arrive donc en 7<sup>ème</sup> position, devancé notamment par François Bayrou (6,84%), Arlette Laguiller (5,72%) et Jean-Pierre Chevènement (5,33%) ; il est talonné par Olivier Besancenot (4,25%), mais creuse l'écart avec Robert Hue (3,37%), et distance largement Corinne Lepage (1,88%).

### 1. Succès ou échec ?

Peut-on qualifier ce résultat de succès ou d'échec ?

Le score des Verts, derrière Lutte Ouvrière et le Pôle Républicain, et juste avant la Ligue Communiste, peut paraître décevant ; en outre, si l'on compare aux 9,7% réalisés par Daniel Cohn-Bendit aux élections européennes de 1999, le pourcentage obtenu par Mamère peut être vu comme un dur revers, ce que n'ont pas manqué de souligner beaucoup de commentateurs qui ont pensé voir sombrer les Verts avec le navire amiral de la gauche plurielle. En réalité, cette impression d'échec doit être fortement nuancée.



<sup>14</sup> - Sondage SOFRES du 8 et 9 mars ; 1000 personnes de 18 ans et plus interrogées par téléphone avec la méthode des quotas.

### Résultats des écologistes aux élections présidentielles depuis 1974

<i>Présidentielles</i>	<i>Candidat</i>	<i>Score</i>	<i>Candidat</i>	<i>Score</i>
1974	<i>René Dumont</i>	1,3%		
1981	<i>Brice Lalonde</i>	3,8%		
1988	<i>Antoine Waechter</i>	3,8%		
1995	<i>Dominique Voynet</i>	3,3%		
2002	<i>Noël Mamère</i>	5,25%	Corinne Lepage	1,9%

En effet, le candidat des Verts atteint deux de ses principaux objectifs électoraux affichés, et frôle le troisième : il devance sans conteste sa seule concurrente écologiste, Corinne Lepage, et confirme donc le parti Vert comme la seule référence politique crédible dans le champ environnementaliste. Il dépasse le score de 5%, crucial pour les finances du parti, et accessoirement le moral des militants. Cependant il ne parvient pas vraiment à faire figure de deuxième force de la gauche plurielle : il bat certes largement Robert Hue, mais se trouve légèrement devancé par le candidat du Pôle Républicain, encore que l'on puisse s'interroger désormais sur l'appartenance réelle de ce dernier.

Par ailleurs la comparaison directe avec les élections européennes n'est pas pertinente ; la manière la plus juste d'évaluer la performance de Mamère est de la mettre en série avec des élections du même type, c'est-à-dire les présidentielles précédentes. Cette perspective historique montre que le score des Verts en 2002 est le plus haut de toutes les élections présidentielles auxquelles ils ont participé.s

Pour juger plus précisément des résultats des Verts, il convient de s'intéresser aux motivations des électeurs. Un sondage ISPOS montre que 70% des électeurs votent Mamère parce qu'il "répond à leurs préoccupations", comme Lepage ou Boutin<sup>15</sup> ; au contraire, la majorité de ceux de Laguiller le font parce qu'ils la jugent "proches des Français", ceux de Chevènement parce qu'il leur "inspire confiance", et ceux de Chirac parce qu'ils lui trouvent "la stature d'un président". Ainsi, le candidat des Verts a suscité un vote des valeurs, et non pas un vote sur sa personne, comme la plupart des autres candidats. En outre, plusieurs "petits" candidats comme Taubira, Besancenot et Lepage, ont bénéficié d'un vote d'impulsion, le choix ayant été fait les derniers jours de la campagne après qu'ils soient apparus à la télévision. En revanche, Chirac, Jospin et Hue relèvent typiquement du vote de conviction, choix réalisé plusieurs mois auparavant, tout comme à un degré moindre, les 5,25% obtenus par les Verts<sup>16</sup>. Ce vote de conviction, sur des valeurs, laisse à penser que Noël Mamère a réussi à recueillir le vote du noyau dur des électeurs Verts et non les sympathisants périphériques.

En revanche, il est loin d'avoir fait le plein des votes écologistes potentiels. D'une part, le même sondage IPSOS indique qu'il ne recueille pratiquement aucun vote d'électeurs proches de partis du centre ou de la droite. Cette absence quasi-totale peut être considérée comme une déception par Mamère puisque sa désignation mouvementée se fondait beaucoup sur l'espoir d'élargir l'électorat vers le centre. D'autre part, il récupère moins d'un tiers de l'électorat de Dominique Voynet à la présidentielle de 1995, soit à peine 32% de ceux qui ont voté pour elle, et seulement 41% des électeurs qui se disent proches des Verts, une partie des autres s'étant égaillée vers Jospin ou Lepage et même Besancenot et Bayrou. Mamère a

<sup>15</sup> - Sondage IPSOS du 21 avril 2002, auprès de 4044 personnes de 18 ans et plus, interrogées par téléphone selon la méthode des quotas (âge, sexe, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région).

<sup>16</sup> - Cf. sondage IPSOS, cité plus haut, et Pauline Fournet, "Présidentielles 2002 : l'élection de tous les records," *Le Sondoscope*, avril 2002, pp. 3-11.

souffert ici de la volatilité de l'électorat écologiste, beaucoup moins fidèle que celui du PS, du RPR, du PCF ou du FN. En d'autres termes, le candidat des Verts est loin d'avoir fait le plein des écologistes de gauche, ni même spécifiquement écologistes ; on peut présumer qu'il n'a pas réussi à maintenir jusqu'au 21 avril, le fort pourcentage d'électeurs favorables mais incertains détectés par les sondages, et qui gonflaient les intentions de vote en sa faveur. Sans doute est-ce là son échec majeur, mais pouvait-il en être autrement dans une épreuve électorale où les enjeux étaient importants et la concurrence très forte ?

*Pourcentage de vote en faveur de Mamère  
en fonction de la proximité partisane<sup>17</sup>*

<b>Proximité partisane</b>	<b>%</b>
Extrême-gauche	2
PCF	2
PS	5
Verts	41
UDF	0
DL	0
RPR	0
RPF	2
FN	0
<b>Total</b>	<b>5,25%</b>

## 2. Éléments de sociologie électorale

Le sondage IPSOS<sup>18</sup> ci-dessus permet aussi de broser un tableau précis de la sociologie électorale du vote Mamère. On retrouve l'influence essentielle du diplôme : il recueille 9% des votes parmi ceux qui ont effectué des études supérieures, au lieu de seulement 3% pour ceux qui n'ont pas le baccalauréat. Importance aussi de l'âge qui recoupe souvent celle du diplôme : 10% des votes des 18-24 ans contre 1% chez les 70 ans et plus. Le statut est également significatif : les salariés du public sont sur-représentés puisque 8% d'entre eux ont voté Mamère, au lieu de 6% de ceux du privé, et de seulement 3% des indépendants. La propension à voter Mamère varie aussi selon la catégorie socioprofessionnelle : les agriculteurs, artisans et commerçants qui sont indépendants, sont peu favorables à Mamère (2% et 3%), les ouvriers, peu diplômés, également (4%), les professions intermédiaires, à haut niveau d'études et fort pourcentage de salariés du public, notamment dans l'enseignement, le travail social et la santé, constituent bien en revanche la clientèle électorale privilégiée des Verts puisque 10% d'entre elles leur donnent leurs suffrages. On citera pour mémoire les étudiants, catégorie la plus jeune et la mieux pourvue en capital culturel qui vote à 12% pour Mamère, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle sociale, les retraités, les plus âgés et les moins diplômés, sont logiquement 1% à voter pour lui. Enfin le sexe et le revenu ne paraissent pas influencer significativement sur le vote Vert.

En somme, Noël Mamère ayant recueilli les suffrages du noyau dur des écologistes, les caractéristiques sociodémographiques de son électorat sont assez prévisibles, conformes à ce que les enquêtes montrent depuis qu'ils ont investi la scène politique. On notera que les "bourgeois bohèmes", les médiatiques "bobos", n'apparaissent pas dans ces statistiques pour la France entière, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas quelque importance, notamment dans certains arrondissements de Paris.

<sup>17</sup> - Tableau tiré du sondage IPSOS ci-dessus...

<sup>18</sup> - Cf références ci-dessus.

Sans doute pour les mêmes raisons, la géographie du vote en faveur de Mamère est elle aussi très conforme à celle des élections écologistes passées.

### 3. Géographie électorale

La carte électorale du vote Vert aux présidentielles donne une image assez proche de celle des présidentielles précédentes de 1995 et 1988. Elle montre les mêmes zones de force historiques sur les régions Rhône-Alpes, Alsace, Bretagne, dans lesquelles se sont développés les mouvements écologistes dès les années 70, plus ou moins liés aux conflits autour des centrales nucléaires. Il s'y ajoute l'Île-de-France, et notamment la ville de Paris dont nous avons vu la forte progression aux dernières européennes et municipales, et qui donne 7,4% de ses voix à Noël Mamère : la capitale constitue désormais un vivier électoral pour les Verts. Enfin le vote Vert est aussi sur-représenté à Bordeaux et à Toulouse, comme dans la plupart des villes universitaires.

*Pourcentage de vote en faveur de Mamère selon la variable socio-démographique<sup>19</sup>*

Variable socio-démographique		%
Diplôme	BEP/CAP/CEP	3%
	Baccalauréat	5%
	Enseignement supérieur	9%
Age	18-24 ans	10%
	25-34 ans	8%
	35-44 ans	7%
	45-59 ans	4%
	60-69 ans	1%
	70 ans et +	1%
Sexe	Hommes	6%
	Femmes	5%
Revenu	Modeste	5%
	Moyen	5%
	Élevé	4%
Profession	Agriculteur	2%
	Artisan, commerçant,...	3%
	Cadres supérieurs et professions libérales	7%
	Professions intermédiaires	10%
	Employés	5%
	Ouvriers	4%
Statut	Salarié du public	8%
	Salarié du privé	6%
	Indépendants	3%
	Chômeurs	7%
	Étudiants	12%
	Retraités	1%
<b>Total</b>		<b>5,25%</b>

<sup>19</sup> - Tableau tiré du sondage IPSOS ci-dessus...

En définitive, la campagne menée par les Verts a été passablement chaotique au moins au début, la thématique sécuritaire imposée leur a été défavorable, la concurrence tant à l'extrême gauche que sur la droite écologiste s'est révélée assez rude ; sans doute leur participation au gouvernement leur a-t-elle conféré un surplus de crédibilité, mais cela les a aussi gênés dans la critique du pouvoir ; en dépit de ces difficultés, ils ont amélioré leur score par rapport aux présidentielles précédentes. Certes ces élections n'ont pas permis de faire le plein des votes des sympathisants Verts, mais elles montrent que les Verts disposent désormais d'une machine partisane instituée, et une base électorale bien installée, qui résiste même aux erreurs de stratégie et aux infortunes de campagne.

## **VI. La campagne des législatives**

Les militants Verts étaient peu mobilisés par l'élection présidentielle. En revanche, ils vont commencer à s'intéresser aux législatives dès le mois d'avril suivant les municipales : la préoccupation principale étant la négociation des alliances pour obtenir des candidatures communes avec le Parti Socialiste.

### **1. L'alliance avec le PS : "Entente électorale" et "agrément" programmatique**

Contrairement aux communistes, les Verts ne possèdent pas de circonscriptions dans lesquelles ils sont assez puissants pour espérer être élus sans l'appui d'autres partis. S'ils veulent avoir des députés au Palais-Bourbon, ce qui ne va pas toujours de soi dans cette formation, ils sont obligés de nouer des alliances électorales : c'est ce qu'ils avaient déjà fait lors de la dernière législative, stratégie nouvelle pour eux à l'époque, mais couronnée de succès puisqu'ils avaient gagné 8 députés à l'Assemblée.

En avril 2001, les Verts baignent toujours dans l'euphorie de la victoire des dernières municipales ; ils surestiment leur force électorale pour les législatives et se montrent très exigeants vis-à-vis du PS. Cette voracité pour un grand nombre de circonscriptions est encore aiguës par le ressentiment de la base militante qui, régulièrement informée par les leaders Verts de l'état d'avancement des négociations, attise la surenchère. Les militants se sont sentis floués par le principal parti de la gauche plurielle à qui ils ont l'impression d'avoir servi de force d'appoint pour prendre le pouvoir, sans avoir pu infléchir la politique suivie en leur faveur ; tout cela sur un vieux fonds d'intransigeance qui leur donne l'impression d'avoir perdu leur âme dans cette alliance.

Les négociations se révèlent longues et difficiles. Dès avril 2001, des groupes de travail sont constitués de part et d'autre ; les Verts exigent un grand nombre de circonscriptions à eux réservées<sup>20</sup>. Face à ces demandes jugées exorbitantes, François Hollande renvoie toute décision après la présidentielle ; il donne cependant quelques gages en constituant des listes communes aux sénatoriales de septembre 2001 dans le Nord, la Loire, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Moselle, soit 6 départements sur 16 en renouvellement. A l'automne les discussions sont réactivées, et le PS propose 35 circonscriptions dont 5 "gagnables" par les Verts ; ceux-ci, qui entre-temps ont rabattu de leurs prétentions, en demandent encore 85 pour obtenir 30 élus. En janvier le PS décide de "geler" 42 circonscriptions pour son allié, mais ce nombre paraît encore si faible aux dirigeants Verts que Dominique Voynet n'osera pas le proposer tel quel à l'approbation des militants au congrès de Nantes de février 2002.

---

<sup>20</sup> - Le Nouvel Observateur publiera au mois d'août la liste de 139 circonscriptions demandées par les Verts.

Finalement, début mai, la dernière main est mise aux négociations entre les Verts, dirigées par Jean Desessart, et les socialistes, radicaux de gauche et communistes, le Pôle républicain en étant exclus. L'objectif est de proposer une candidature d'alliance à gauche dans toutes les circonscriptions où celle-ci risque d'être évincée dès le premier tour. Ces candidatures sont plus ou moins plurielles : certaines seront dites "uniques" car bénéficiant du soutien des quatre partis dès le premier tour, et d'autres "de rassemblement", car le candidat n'est soutenu que par deux ou trois formations.

Au total, pour le 1<sup>er</sup> tour, les Verts proposeront un candidat unique de la gauche plurielle dans 4 circonscriptions ; ils proposeront une candidature de rassemblement dans 56 circonscriptions, et une candidature autonome dans 391 circonscriptions. Ils soutiendront un autre candidat de la gauche plurielle dans près de 110 circonscriptions.

En même temps que l'entente électorale était négociée, un accord programmatique est mis en chantier auquel les responsables Verts disent accorder la plus grande importance. Mais là aussi les positions avec les socialistes sont éloignées et les tensions souvent vives. Dès le lendemain des municipales, les Verts exigent l'instauration immédiate de la proportionnelle. Le PS, sans être formellement opposé à l'introduction d'une dose de proportionnelle, invoque les délais, et renvoie la mesure aux élections de 2007. Les négociations reprennent en janvier, et certaines améliorations se dessinent sur les droits civiques et institutionnels, sur les minima sociaux, sur l'immigration, mais les discussions achoppent principalement sur les questions d'environnement : transports, énergie et surtout nucléaire. Et les Verts considéreront qu'au mieux on aboutit à un "agrément" avec le PS, bien loin d'un "programme commun". Dans le même temps, Lionel Jospin donne des gages aux écologistes en arbitrant en leur faveur pour le respect des directives concernant la chasse, et en inscrivant une loi sur l'eau à l'agenda gouvernemental. Mais son refus de démanteler le nucléaire en mars sera considéré comme un *casus belli* par les écologistes. Malgré tout, à la mi-mai, les composantes encore incluses dans l'ex-gauche plurielle finissent par s'accorder sur un minimum d'orientations communes concernant la défense des services publics, du régime de retraite par répartition, la réforme des institutions, la défense de l'école et la réduction des inégalités ; on ne trouve pas vraiment de projets communs dans le domaine de l'environnement.

En définitive, malgré l'impossibilité d'établir un programme d'union, les embarras et les rancœurs suscités par la répartition des candidatures, les contraintes électorales finissent par imposer l'alliance, même imparfaite.

## **2. Les thèmes de campagne avant le premier tour des législatives**

Le 13 mai, Dominique Voynet et Noël Mamère lancent la campagne à Marseille dans une friche industrielle, les Docks des Sud. Dans le livre-programme des Verts, intitulé "Reconstruire l'espoir en Vert et à gauche", quatre chapitres essentiels : d'abord une société ouverte et démocratique contre la mondialisation libérale, avec les thèmes de l'Europe, des sans papiers,... puis une république égalitaire et solidaire, avec la réforme de la fiscalité, la défense des services publics, les entreprises solidaires,... ensuite l'environnement et la vie quotidienne, avec la sortie du nucléaire, le développement du ferroviaire,... enfin la VI<sup>ème</sup> république, avec le référendum local, la décentralisation, la réhabilitation du Parlement,... Notons que le thème de l'environnement ne vient qu'en 3<sup>ème</sup> position, et qu'à l'intérieur, la protection de la nature se réduit à un petit paragraphe d'une dizaine de lignes.

Ce programme global est assez proche de celui défendu par Mamère pour la présidentielle ; il confirme que l'environnement n'est plus qu'un thème parmi d'autres chapitres qui tiennent une place tout aussi importante chez les Verts, lesquels cherchent de plus en plus à se faire reconnaître comme un parti généraliste. Cependant ce programme est

plus indicatif qu'impératif, et doit être considéré comme un simple outil au service des candidats, et chacun dans sa circonscription peut le moduler selon les nécessités du moment.

A Paris, par exemple, un des temps forts de la campagne sera constitué par la fête bigarrée de l'*Écoloparade*, rite annuel qui a pris pour l'occasion une dimension électorale, bien qu'il ait réuni peu de participants. En tête, les principaux élus Verts de la ville, Yves Contassot, Denis Baupin, et Camille Cabral, candidate transsexuelle dans la 16<sup>ème</sup> circonscription ; en fin de cortège les partisans de Marc Ravalomanana défilant pour la reconnaissance du nouveau président malgache, les militants de la légalisation du cannabis, des représentants de la Fédération française de naturisme, les "antispécistes" qui s'insurgent contre la domination de l'homme sur les autres espèces, enfin les végétariens. Tout cela donne une assez bonne idée des champs ratissés par les élus Verts de la capitale, mariant l'écologie intégrale avec la liberté sexuelle, la préoccupation pour les pays du Sud, thèmes favoris d'une clientèle électorale "postmatérialiste".

Cependant les principaux leaders tiennent le plus souvent le discours de la gauche classique, notamment en province : ainsi Noël Mamère s'élève contre la corruption et apporte son soutien à une pétition pour la révision du statut pénal du chef de l'État. Dominique Voynet de son côté accuse le gouvernement Raffarin d'engager une "guerre sociale", de vouloir faire sauter "une à une les digues sociales et écologistes qui résistent encore". Enfin le choix de Marseille pour inaugurer la campagne témoigne d'une volonté claire de viser d'abord le FN, qui devient l'ennemi principal des Verts. Et d'ailleurs c'est bien ainsi que l'a compris Jean-Marie Le Pen, puisqu'il place trois dirigeants Verts parmi ses "cibles prioritaires", les accusant d'être "subversifs" et "dangereux pour la démocratie".

Les Verts visent officiellement la droite, mais n'en oublient pas moins la place du parti dans le jeu compliqué de la gauche. Ils redoutent par dessus tout d'être les "supplétifs" du PS, leur "force d'appoint", le "supplément d'âme pour le pouvoir", sa "caution écologiste",... Et Mamère s'élève sans cesse contre l'hégémonie politique du parti socialiste, insistant sur l'insuffisante prise en compte de l'identité verte dans le gouvernement de la gauche plurielle. Tout en prônant une refondation de la gauche, il revendique la "biodiversité politique", refusant d'être "biodégradable" et de se fondre dans un hypothétique grand parti. Par ailleurs, s'il est vrai que Dominique Voynet s'en tient à un discours de gauche sans ambiguïté, Daniel Cohn-Bendit quant à lui est beaucoup moins politiquement correct ; il fustige les "magouilles des appareils" à gauche, et explique froidement que l'on devrait aider François Bayrou à obtenir son groupe parlementaire, notamment en prenant position en faveur du général Morillon à Versailles contre le candidat de l'UMP. Cet appel du pied en faveur des centristes ne passe pas inaperçu et vise aussi à prendre date lors des recompositions qui s'annoncent.

### **3. Les candidats**

Les Verts proposent une grande partie de leurs dirigeants les plus en vue aux législatives, leur procurant ainsi une scène médiatique. D'abord les ex-ministres, Dominique Voynet à Dole, Guy Hascoët à Roubaix, Yves Cochet dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement de Paris ; Noël Mamère bien entendu se présente à Bordeaux-Talence, ainsi que les figures plus ou moins historiques, Didier Anger à Valognes, Marie-Anne Isler-Béghin à Metz, Alain Lipietz à Arcueil. Les autres députés sortants, Jean-Michel Marchand à Saumur, Marie-Hélène Aubert à Châteaudun, Michèle Rivasi dans la Drôme, André Aschieri à Grasse repartent à la bataille chacun dans leurs circonscriptions ; citons enfin les Parisiens les plus connus, Martine Billard, Maryse Ardit, Denis Baupin, respectivement dans les 1<sup>ère</sup>, 8<sup>ème</sup>, et 21<sup>ème</sup> circonscriptions. Notons que la région Rhône-Alpes a la particularité d'être nettement sur-représentée avec 9

candidatures vertes de rassemblement, soit presque autant que la région parisienne, ce qui confirme son poids dans la géographie électorale écologiste.

Chez les Verts un fort pourcentage de candidats sont des candidates, soit 226 femmes inscrites pour 232 hommes<sup>21</sup>, chiffre peu significatif toutefois, puisque la plupart d'entre elles se présentent sans espoir raisonnable d'être élues. Les Verts comptent aussi un certain nombre de candidats d'origine "immigrée", à Maubeuge, Vénissieux, Roubaix, Charleville,... Ce souci de l'immigration est partagé par l'extrême gauche ; dans tous les cas, il est sans grande conséquence puisqu'ils n'ont aucune chance d'être élus, mais les Verts affichent là leur ouverture sur une société française multiculturelle.

Le choix des candidats ne va pas sans quelques sérieuses anicroches. Ainsi dans la 1<sup>ère</sup> circonscription de Paris, c'est Francine Bavay qui avait été pressentie comme candidate à la place de Martine Billard évincée, et ce n'est qu'en janvier que cette dernière sera rapatriée dans son fief, tandis que sa concurrente devra s'exiler d'abord dans les Hauts-de-Seine, avant de trouver une autre affectation à Clamart. Mais le cas le plus pathétique est sans conteste celui de Jean-Luc Bennhamias, ancien secrétaire général du parti ; en mars, il n'a toujours pas de circonscription attitrée et le PS accuse les Verts d'avoir oublié leur ex-dirigeant dans le partage des places, lequel menace alors de se présenter contre Élisabeth Guigou en Seine-Saint-Denis. Le PS lui propose un point de chute à Aulnay-sous-Bois qu'il refuse, et ce n'est qu'à la mi-mai qu'il sera finalement parachuté à Marseille, contre Renaud Muselier, député RPR. Par ailleurs, face à la confusion qui règne dans les 4<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> circonscriptions des Bouches-du-Rhône, en raison du bras de fer entre PS et PCF, les Verts prennent l'initiative de retirer leur candidats, "unitaires et rassembleurs pour tous", selon Jean Desessart. Sans doute ces circonscriptions n'étaient pas gagnables par les Verts, mais ils affichent là une magnanimité qui témoigne de la maîtrise acquise sur le terrain électoral.

Enfin quelques candidats souffrent d'un vice honni chez les Verts, le cumul. Depuis les origines, les règles du parti prévoient par des calculs compliqués un seuil maximum qui exclut rigoureusement tout cumul des mandats qu'ils soient internes au parti ou résultent d'élections extérieures. Le CNIR du 15 décembre 2001 doit statuer sur la situation des "cumulards" et décider d'éventuelles sanctions, notamment pour le plus impardonnable d'entre eux, du moins aux yeux des militants, Noël Mamère, député et maire : après examen, il est officiellement exempté. Il en existe d'autres comme Jean-Michel Marchand à Saumur, Yves Pietrasanta en Languedoc, Étienne Tête et Gilles Buna à Lyon, pour qui la décision est reportée à plus tard. Ces dérogations indignent le président du conseil statutaire des Verts, lequel démissionne, qualifiant le parti de "machine à distribuer des postes".

Rançon de l'institutionnalisation, les Verts ont désormais le souci de trouver des circonscriptions pour leurs apparatusiks comme le montrent les vicissitudes de Martine Billard ou de Jean-Luc Bennhamias. Toutes ces permutations, suspensions et autres parachutages sont significatifs de l'évolution centralisatrice du parti. La direction nationale est maintenant dotée d'une capacité d'action suffisante pour élaborer des stratégies et les faire appliquer au niveau local, ce qui était impensable naguère. Quant à l'interdiction du cumul des mandats, qui constitue une des pièces maîtresses de l'organisation démocratique du parti, et figure en bonne place dans son programme, elle fait l'objet de dérogations systématiques dès que les enjeux deviennent sérieux.

#### **4. Sondages, petits désordres et moral en berne**

Du début mai au début juin, les sondages montrent une dégradation constante du score de la gauche par rapport à celui de la droite, et ne laissent donc guère de place à l'espoir. En

---

<sup>21</sup> - Chiffre recueilli sur le site Internet des Verts.

outre le déroulement de la campagne laisse voir des restes d'amateurisme chez les Verts, et ce sentiment de désorganisation ajoute à la déprime des militants.

*Sondages pré-électoraux pour le 1<sup>er</sup> tour des législatives du 9 juin 2002*

Institut de sondage	Date	Gauche : PS, PCF, Verts et divers gauche	Droite : UMP, UDF, divers droite
IPSOS	10-11 mai	39%	41%
IPSOS	17-18 mai	37%	40%
SOFRES	24-25 mai	35,5%	41%
SOFRES	31 mai-1 <sup>er</sup> juin	36,5%	41%
IPSOS	31 mai-3 juin	34,5%	40%
IPSOS	5 juin	36%	40%

Malgré les progrès de l'institutionnalisation, le parti conserve encore les charmes du dilettantisme. Fin mai, les responsables Verts s'aperçoivent que le délai légal pour déposer leur liste de candidats auprès de la commission chargée de la campagne télévisée est dépassé. Ils ne sont pas les seuls à avoir failli puisque le CPNT de Jean Saint-Josse et le RPF de Charles Pasqua sont également dans ce cas. Malgré de vives contestations auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et une requête auprès du ministre de l'Intérieur, les Verts seront privés du passage officiel à la télévision. Cet épisode montre que l'organisation est encore mal connectée aux réseaux administratifs.

Enfin le déroulement même de la campagne se place sous le signe de la défaite annoncée. Les petites phrases des leaders Verts ne font rien pour améliorer le moral des militants : Daniel Cohn-Bendit dénonce la "débandade" de la gauche, tandis que Yves Cochet prévoit qu'il sera "difficile pour les Verts d'avoir 20 députés". Et les exhortations à se mobiliser des derniers jours, notamment de la part de Noël Mamère, sonnent comme des appels désespérés.

## VII. Campagne du second tour et résultats

Les prévisions n'étaient pas très éloignées de la réalité, et celle-ci se révèle sombre pour la gauche et ses alliés.

### 1. Les résultats du premier tour des législatives : stagnation ou résistance ?

Au soir du 9 juin, le pourcentage moyen des candidatures vertes atteint 4,5% des suffrages exprimés sur le total des 577 circonscriptions. Comme pour la présidentielle, ce score est équivoque : il traduit à la fois l'échec global de la gauche, mais aussi une résistance des Verts.

L'échec d'abord : les Verts régressent par rapport aux 5,25% de Noël Mamère lors des présidentielles. Bien plus, ils repassent derrière le PCF lequel totalise 4,9% des voix, corrigeant un peu la calamiteuse performance de Robert Hue. Ils conservent peu d'illusions pour les candidats au 2<sup>ème</sup> tour. Dominique Voynet notamment est en position très difficile à Dole ; les députés sortant Jean-Michel Marchand à Saumur, Marie-Hélène Aubert à Châteaudun, Guy Hascoët à Roubaix, Yves Cochet à Paris, Michèle Rivasi dans la Drôme, ouvrent la longue liste des candidats en ballottage défavorable, certains parce qu'ils ne retrouvent pas la situation des triangulaires de 1997 ; en tout, sur 60 candidatures vertes uniques ou de rassemblement, 39 réussissent à obtenir le score suffisant pour un ballottage au second tour, dont 26 hommes et 13 femmes, ce qui confirme au passage la relégation des candidates dans des circonscriptions non gagnables ; au total seul Noël Mamère semble en position favorable pour être réélu le dimanche suivant.

Parmi les nombreuses causes invoquées pour cet échec, nous retiendrons particulièrement celles indiquées par un sondage sortie des urnes<sup>22</sup> : 74% des interviewés ont déclaré avoir voté pour un candidat qui avait des chances d'être présent au second tour, et seulement 22% pour un candidat représentant bien leurs idées. Pourquoi ce choix dès le 1<sup>er</sup> tour ? Pour 26% des électeurs, la raison est de donner une majorité au Président de la République, à égalité avec le soutien à un candidat proche de ses idées. En somme les électeurs, encore sous le choc du 1<sup>er</sup> tour des présidentielles, ont retenu la leçon : ils ont choisi le vote utile.

Toutefois, cet échec global ne doit pas masquer la résistance du parti Vert au vote utile. En effet, comparé aux 3,6% des législatives de 1997, le chiffre de 2002 constitue une bonne progression. Face à la dégradation des résultats du PS, les Verts renforcent leur position relative. Ils ne disparaissent pas du paysage électoral comme les partis trotskistes, qui après de bons scores aux présidentielles sont laminés par le vote utile avec des pourcentages avoisinant 1%. Certes le PCF les dépasse légèrement, mais cette rétrogradation après la présidentielle doit être relativisée ; premièrement elle laisse les deux partis côte à côte dans la gauche plurielle, sans commune mesure avec l'écart de 1997 où le PCF avait réalisé un score deux fois plus élevé ; deuxièmement elle s'explique largement par la différence de géographie électorale : le PCF tient encore solidement quelques bastions, notamment dans les anciennes banlieues rouges de grandes villes, qui permettent davantage de candidatures de rassemblement avec de bonnes chances au second tour. A l'inverse, les résultats des Verts, malgré des zones de force marquées, sont répartis plus uniformément sur le territoire, et, de ce fait, le vote utile a joué à plein contre eux, car ils devaient rallier un très fort pourcentage de voix de gauche.

De façon étonnante, en 1997, les Verts obtenaient 8 élus avec 3,6% des suffrages seulement en moyenne dans l'ensemble des circonscriptions ; en 2002, avec 4,5% des voix, ils n'obtiennent que 3 élus. Ce paradoxe traduit deux résultats importants : d'abord c'est désormais le sort global de la gauche qui fait le succès ou l'échec final d'une élection pour les Verts, puisqu'ils ont lié leur sort à celui du PS. Ensuite leur poids électoral dans la gauche plurielle est maintenant assez proche de celui du PCF, bien que réparti très différemment sur le territoire ; cette géographie électorale des Verts durcit cruellement le verdict des urnes.

## **2. La campagne entre 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour des législatives**

Dès le soir du 9 mai, il semble clair que les élections sont perdues pour la gauche, et donc pour une large part aussi pour les Verts. Presque aussitôt, ceux-ci diffusent leurs consignes. Il s'agit de limiter la majorité de droite et d'interdire l'élection de tout député d'extrême droite. Le parti appelle donc ses électeurs à voter ou se désister d'abord pour le candidat "démocrate" le mieux placé en cas de danger du FN, ensuite pour le candidat "progressiste" (PS, PRG, PC, divers gauche) le mieux placé si le candidat Vert n'est pas qualifié au second tour, enfin il demande le retrait du candidat Vert s'il est placé après le candidat de gauche dans le cas d'une triangulaire gauche-droite-Vert. Les Verts acceptent donc ici pleinement de jouer le jeu de l'alliance au sein de la gauche, avec les priorités républicaines en cas de danger de l'extrême droite.

Le thème majeur de cette courte campagne porte essentiellement sur le risque d'une hégémonie de l'UMP ; Noël Mamère et Dominique Voynet n'ont de cesse de dénoncer la droite "conservatrice", qui "desservira les faibles", "réactionnaire",... Ce leitmotiv est aussi celui qui est martelé par François Hollande. Cela ne les empêche pas de continuer à

---

<sup>22</sup> - Sondage Louis Harris pour Libération et AOL, réalisé le dimanche du 1<sup>er</sup> tour par téléphone, selon la méthode des quotas, auprès d'un échantillon de 2.030 personnes de 18 ans et plus.

revendiquer leur identité au sein de la gauche, mais ils développent peu de thèmes spécifiques. Tout au plus dénoncent-ils le "mensonge politique" du gouvernement Raffarin lorsque celui-ci abroge le décret Cochet sur la chasse aux oiseaux migrateurs. Pour le reste, le discours est assez voisin des autres candidats rescapés de la gauche. Tout se passe comme si désormais la thématique verte était naturellement intégrée dans le clivage principal du système partisan.

### **3. Les résultats du second tour des législatives**

Le soir du second tour, le 16 juin, confirme les mauvais résultats pressentis. Les Verts évitent le scénario de la déroute totale qui prédisait l'élection du seul Noël Mamère, mais ils ne retrouvent que 3 députés sur les 39 candidats, au lieu de 8 lors de la précédente législature.

Les élus sont Noël Mamère, qui reconquiert sans difficulté son fief de Bordeaux-Talence avec 54,6% des voix, et à Paris, Martine Billard, élue pour la première fois députée avec un score de 50,9% dans la 1<sup>ère</sup> circonscription, ainsi que Yves Cochet élu avec 51,8% des suffrages dans la 8<sup>ème</sup> circonscription face à la secrétaire d'État UMP, Dominique Versini, seule personnalité du gouvernement à être battue. Dominique Voynet, Maryse Ardit, Michèle Rivasi, Jean-Michel Marchand, Marie-Hélène Aubert, sont éliminés. Notons le bon score cependant de certains battus comme Guy Hascoët dans le Nord et Daniel Le Bigot à Quimper qui rallient respectivement 49,2%, 48,1% des voix.

Ce second tour amène peu d'enseignements nouveaux, si ce n'est l'élection de deux députés Verts à Paris. Ceci confirme à la fois l'orientation à gauche de la capitale, et sa position de place forte pour l'électorat Vert, déjà manifeste lors des municipales de 2001. Cet électorat semble particulier par rapport à aux autres zones de force écologistes de province. On peut faire l'hypothèse que sa motivation réside davantage dans les questions "postmatérialistes" et de justice sociale que dans les problèmes d'écologie : l'élection de Martine Billard, chef de file du courant "Autrement les Verts", et l'échec de Maryse Ardit, du courant "Ecolo", pourrait s'expliquer ainsi.

Pour le reste, les résultats du second tour confirment ceux du premier. Les Verts subissent un échec qui en réalité est celui de toute la gauche, et apparaît donc la conséquence de leur alliance. Cependant, contrairement au PCF et aux autres petites formations de la gauche plurielle, ils ne sont pas laminés, mais conservent leur base électorale. Il s'agit en somme d'un résultat ordinaire dans une conjoncture de basses eaux, dont les effets négatifs sont accentués par la géographie électorale qui sélectionne impitoyablement les circonscriptions gagnables par les Verts. Situation très défavorable par rapport aux communistes qui malgré leur déroute conservent de solides bastions, lesquels leur permettent d'obtenir suffisamment de députés pour constituer un groupe à l'Assemblée.

Les conséquences pratiques n'en sont pas moins difficiles pour les Verts. D'abord ils ne parviennent pas à constituer un groupe à l'Assemblée, en se joignant aux radicaux de gauche et aux chevènementistes comme ils l'avaient fait lors de la première législature ; en effet, ces derniers, même s'ils l'acceptaient encore, ne sont de toutes façons plus assez nombreux pour compléter un groupe, et les communistes refusent d'ouvrir le leur aux autres formations. Ensuite bien que le principe de l'alliance à gauche ne soit pas contesté, ce sont les modalités précises de cette participation à l'ex-gauche plurielle qui sont remises en cause, et les dirigeants du parti appellent à une refondation de la gauche et à une redéfinition de la place de chacun. Enfin l'échec des Verts est ressenti aussi comme celui des choix faits par Dominique Voynet, à la tête du parti depuis 1994, et les prochaines échéances des assemblées du parti confirmeront probablement sa démission du secrétariat général ; sans doute aussi, la position de force de Noël Mamère entraînera-t-elle une redistribution des rôles et une modification des stratégies à l'intérieur du parti.

## VIII. Bilan et perspectives d'avenir

Refroidissant les espoirs des Verts en 2001, les élections législatives se terminent pour eux sur un échec : plus de ministres, presque plus de députés, perte des postes, des revenus, des gratifications diverses et variées qui améliorent l'ordinaire des partis de gouvernement. Les Verts entament donc une cure d'opposition qui peut se transformer en longue traversée du désert. Cet échec s'inscrit dans une régression européenne plus large : les Verts ont déjà été chassés du gouvernement en Italie, ils risquent également de perdre les élections en Allemagne.

Mais le bilan n'est pas aussi désastreux qu'on l'a parfois vu dans les médias, au contraire les Verts montrent une bonne résistance dans un contexte politique difficile. Non seulement ils n'ont pas sombré comme le PCF aux présidentielles ou la LCR et LO aux législatives, mais ils maintiennent leur place dans l'électorat, améliorant leur score des présidentielles de 1995 et des législatives de 1997, passablement calamiteux il est vrai. Ils possèdent désormais une base électorale bien établie autour de 5%. L'échec au bout du compte provient du fait qu'ils ont lié leur sort à la gauche, ce qui avait assuré leur victoire dans le passé. Pour autant cette alliance est solide : malgré les nombreux accidents de campagne et la perte d'électeurs centristes ou de droite, à aucun moment elle n'a été remise en cause dans son principe. Les Verts sont devenus un "parti de gouvernement", de moins en moins focalisé sur l'écologie, généraliste. Les dernières élections ont mis en évidence leur place indispensable dans les alliances de la gauche, bien qu'ils restent un acteur de second rang après le PS, au poids comparable au PCF mais avec une sociologie et une géographie électorales très différentes. Enfin ils ont acquis momentanément le quasi-monopole dans le champ de l'écologie, la droite demeurant minoritaire et inorganisée dans ce domaine. Ainsi, après un passage au gouvernement pas toujours bien perçu par les militants, les Verts sont-ils solidement installés dans le paysage politique français, ce qui n'était pas acquis naguère.

Cette résistance résulte pour une bonne part de l'institutionnalisation avancée du parti. En effet, outre leur base électorale et leur alliance à gauche, avec une position bien identifiée dans le système partisan, les Verts bénéficient d'une bonne reconnaissance des médias. Peu à peu l'histoire récente a dégagé une "oligarchie" de quelques personnalités médiatiques, telles que Dominique Voynet, Noël Mamère ou Daniel Cohn-Bendit, et d'autres, moins connues mais tout aussi importantes dans les rouages du parti. Ces acquis institutionnels amènent des postes, un peu d'argent et des gratifications symboliques. Ces élections témoignent aussi de la rationalisation progressive de l'organisation, d'un côté sa capacité à négocier, à faire des compromis, à nouer des alliances, de l'autre la régression de la démocratie directe, le secret, l'acceptation du cumul des mandats,... Au total, la logique de l'organisation rationnelle commence à produire ses effets : en dépit des guerres intestines et de la démobilisation des militants, les Verts parviennent à réaliser des scores honorables. Mais les difficultés des dernières campagnes laissent voir aussi les faiblesses de l'organisation. Les règlements pointillistes, les pratiques approximatives s'ajoutent aux guerres de courants et minent le fonctionnement du parti.

Dominique Voynet s'était donné pour tâche de l'améliorer lors de sa dernière élection au secrétariat général et un audit interne est lancé pour l'été 2002. Noël Mamère, comme une bonne partie des dirigeants poursuit le même objectif de structuration. Tous seraient sans doute soutenus dans cette tâche par les hiérarques du PS qui déplorent le fonctionnement chaotique et imprévisible des Verts. En revanche, un grand nombre de militants sont davantage préoccupés par un retour vers le "mouvement", le but étant de se débarrasser du carcan des organisations existantes pour se ressourcer dans les luttes concrètes de la "base", et fonder un nouveau pôle de gauche alternatif. Ainsi le vieil antagonisme entre les utopies

écologistes des années 70 et le réalisme politique s'éloigne en même temps que vieillissent les protagonistes. De nouvelles contradictions sont en train de poindre entre les orientations de plus en plus "mouvementistes" de certains militants, et les pressions des autres pour transformer les Verts en parti efficace. Sans doute le chemin est long vers la rationalité bureaucratique et les Verts sont encore loin, pour le meilleur ou pour le pire, d'être un parti comme les autres.

### ***Bibliographie***

Daniel Boy, Vincent Jacques Le Seigneur, Agnès Roche, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1995, 278 p

Pierre Bréchon, *La France aux urnes, Cinquante ans d'histoire électorale*, Paris, La documentation française, 1988, pp. 181-201.

Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français?*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, 537 p.

Bruno Villalba, "Les écologistes à l'heure du pragmatisme", in *Les partis politiques français*, (sous la direction de Pierre Bréchon), Paris, La documentation française, 2001, pp. 127-149.

Sites Internet

Les Verts : <http://www.les-verts.org>

IPSOS : <http://www.ipsos.fr>